

**MINISTÈRE DE LA SANTE PUBLIQUE
ET DE LA FAMILLE**

F. 87 — 239

**27 JANVIER 1987. — Arrêté royal
modifiant la dénomination
du Ministère de la Santé publique et de la Famille**

BAUDOUIN, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu l'article 29 de la Constitution;

Vu l'arrêté royal du 13 juin 1936 relatif à la création du Ministère de la Santé publique;

Sur la proposition de Notre Premier Ministre, de Notre Ministre des Affaires sociales, de Notre Secrétaire d'Etat à l'Environnement et à l'Emancipation sociale et de Notre Secrétaire d'Etat à la Santé publique et à la Politique des Handicapés,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. La dénomination du Ministère de la Santé publique et de la Famille est remplacée par celle du « Ministère de la Santé publique et de l'Environnement ».

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 3. Notre Premier Ministre, Notre Ministre des Affaires sociales, Notre Secrétaire d'Etat à l'Environnement et à l'Emancipation sociale et Notre Secrétaire d'Etat à la Santé publique et à la Politique des Handicapés sont, chacun en ce qui le concerne, chargés de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 27 janvier 1987.

BAUDOUIN

Par le Roi :

Le Premier Ministre,
W. MARTENS

Le Ministre des Affaires sociales,
J.-L. DEHAENE

Le Secrétaire d'Etat à l'Environnement
et à l'Emancipation sociale,
M. SMET

Le Secrétaire d'Etat à la Santé publique
et à la Politique des Handicapés,
Mme W. DEMEESTER-DE MEYER

**MINISTÈRE DE L'EMPLOI ET DU TRAVAIL
ET MINISTÈRE DE LA SANTE PUBLIQUE ET DE LA FAMILLE**

F. 87 — 240

**21 JANVIER 1987. — Arrêté royal
portant de nouvelles mesures en vue de promouvoir l'emploi
dans le secteur non-marchand**

BAUDOUIN, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi de redressement du 31 juillet 1984, notamment l'article 42,

Vu l'arrêté royal n° 181 du 30 décembre 1982, créant un fonds en vue de l'utilisation de la modération salariale complémentaire pour l'emploi, notamment l'article 4;

Vu la loi du 25 avril 1963 sur la gestion des organismes d'intérêt public et de sécurité sociale et de prévoyance sociale, notamment l'article 15;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1, modifié par la loi du 9 août 1980;

**MINISTERIE VAN VOLKSGEZONDHEID
EN VAN HET GEZIN**

N. 87 — 239

**27 JANUARI 1987. — Koninklijk besluit
tot wijziging van de benaming
van het Ministerie van Volksgezondheid en van het Gezin**

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op artikel 29 van de Grondwet;

Gelet op het koninklijk besluit van 13 juni 1936 tot oprichting van het Ministerie van Volksgezondheid;

Op de voordracht van Onze Eerste Minister, van Onze Minister van Sociale Zaken, van Onze Staatssecretaris voor Leefmilieu en Maatschappelijke Emancipatie en van Onze Staatssecretaris voor Volksgezondheid en Gehandicaptenbeleid,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. De benaming van het Ministerie van Volksgezondheid en van het Gezin wordt vervangen door die van « Ministerie van Volksgezondheid en Leefmilieu ».

Art. 2. Dit besluit treedt in werking op de dag van zijn bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad*.

Art. 3. Onze Eerste Minister, Onze Minister van Sociale Zaken, Onze Staatssecretaris voor Leefmilieu en Maatschappelijke Emancipatie en Onze Staatssecretaris voor Volksgezondheid en Gehandicaptenbeleid zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 27 januari 1987.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Eerste Minister,
W. MARTENS

De Minister van Sociale Zaken,
J.-L. DEHAENE

De Staatssecretaris voor Leefmilieu
en Maatschappelijke Emancipatie,
M. SMET

De Staatssecretaris voor Volksgezondheid
en Gehandicaptenbeleid,
Mevr. W. DEMEESTER-DE MEYER

**MINISTERIE VAN TEWERKSTELLING EN ARBEID
EN MINISTERIE VAN VOLKSGEZONDHEID EN VAN HET GEZIN**

N. 87 — 240

**21 JANUARI 1987. — Koninklijk besluit
houdende nieuwe maatregelen tot bevordering
van de tewerkstelling in de non-profitsector**

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de herstelwet van 31 juli 1984, inzonderheid op artikel 42;

Gelet op het koninklijk besluit nr. 181 van 30 december 1982 tot oprichting van een fonds met het oog op de aanwending van de bijkomende loonmatiging voor de tewerkstelling, inzonderheid op artikel 4;

Gelet op de wet van 25 april 1963 betreffende het beheer van de instellingen van openbaar nut voor sociale zekerheid en sociale voorzorg, inzonderheid op artikel 15;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wet van 9 augustus 1980;

Vu l'urgence;

Considérant que dans la situation économique actuelle difficile il est nécessaire de prendre immédiatement des mesures pour promouvoir l'emploi dans les hôpitaux, les maisons de repos et de soins, les maisons de repos, les services d'aide familiale et aux personnes âgées, les institutions et les services pour les personnes handicapées, les ateliers protégés et les centres de revalidation de reclassement social des handicapés, les institutions ou services pour les mineurs d'âge auxquels la loi du 8 avril 1965 relative à la protection de la jeunesse s'applique, les services de santé mentale, les services de soins et d'aide à domicile, des institutions et services qui assurent l'aide aux personnes telle que prévue à l'article 5, § 1, II, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles.

Considérant que les directions de ces institutions et services doivent être averties à temps des conditions et des obligations administratives qui doivent être remplies à partir du 1er janvier 1987 pour pouvoir bénéficier des avantages contenus dans cet arrêté;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Emploi et du Travail et de Notre Ministre des Affaires sociales et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1er. § 1. Le présent arrêté s'applique aux membres du personnel et aux directions des institutions et services agréés ou subventionnés ci-après mentionnés, pour autant qu'ils exercent leur activité sans but lucratif :

- les hôpitaux;
- les maisons de repos et de soins;
- les maisons de repos;
- les services d'aide familiale et aux personnes âgées;
- les institutions et les services pour les personnes handicapées à charge du Fonds pour des soins médicaux, sociaux et pédagogiques pour handicapés;
- les ateliers protégés et les centres de revalidation qui dépendent du Fonds national de reclassement social des handicapés;
- les institutions ou services pour les mineurs d'âge auxquels la loi du 8 avril 1965 relative à la protection de la jeunesse s'applique;
- les services de santé mentale;
- les services de soins et d'aide à domicile;
- les institutions et services mentionnés à l'annexe au présent arrêté et qui assurent l'aide aux personnes telle que prévue à l'article 5, § 1, II, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles.

§ 2. Le présent arrêté s'applique également aux maisons de repos et de soins autres que les A.S.B.L., mais néanmoins agréées parce qu'elles offrent les garanties nécessaires en matière de qualité des soins, d'infrastructure et de sécurité, pour autant qu'elles ne sollicitent pas le bénéfice des dispositions de l'arrêté royal n° portant réduction temporaire des cotisations patronales de sécurité sociale en vue de favoriser l'engagement de jeunes demandeurs d'emploi et de chômeurs de longue durée.

Art. 2. § 1er. Les institutions visées à l'article 1er qui respectent une convention collective de travail et les institutions publiques visées à l'article 1er qui ne tombent pas sous l'application de la loi du 5 décembre 1968 sur les conventions collectives de travail et les commissions paritaires et qui respectent un accord collectif, conclu conformément aux dispositions du présent arrêté, peuvent bénéficier de la subvention fixée à l'article 4 du présent arrêté.

§ 2. La convention collective de travail ou l'accord collectif visés au § 1er doivent prévoir la conversion d'au moins 2 p.c. de l'effectif des emplois à temps plein en emplois à mi-temps. De surcroît, une embauche supplémentaire nette correspondant à une augmentation d'au moins 1 p.c. de l'emploi doit être prévue, ainsi que la possibilité d'interruption de la carrière professionnelle conformément aux dispositions des articles 100 et 101 de la loi de redressement du 22 janvier 1985 contenant des dispositions sociales. Le pourcentage d'augmentation de l'emploi doit correspondre au moins à la moitié du pourcentage de conversion.

Ces pourcentages sont calculés par rapport au nombre de travailleurs occupés au 31 décembre, tel qu'il ressort des déclarations à l'O.N.S.S. du 4e trimestre de l'année précédente celle au cours de laquelle la première embauche est effectuée en application du présent arrêté ou de l'arrêté royal du 2 août 1985 portant des mesures en vue de promouvoir l'emploi dans le secteur non-marchand.

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat het in de huidige moeilijke economische toestand noodzakelijk is onmiddellijk maatregelen te nemen met het oog op het bevorderen van de werkgelegenheid in de ziekenhuizen, de rust- en verzorgingsinstellingen, de rustoorden, de diensten voor gezins- en bejaardenhulp, de voorzieningen en diensten voor gehandicapte personen ten laste van het Fonds voor medische, sociale en pedagogische zorg voor gehandicapten, de beschermde werkplaatsen en revalidatiecentra die afhangen van het Rijksfonds voor de sociale reclassering van de minder-validen, de voorzieningen of diensten voor minderjarigen waarop de wet van 8 april 1965 betreffende de jeugdbescherming van toepassing is, de diensten voor geestelijke gezondheidszorg, de diensten voor thuisverpleging en thuisverzorging, instellingen en diensten die bijstand verlenen aan personen zoals omschreven in artikel 5, § 1, II, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen;

Overwegende dat de directies van deze instellingen en diensten tijdig op de hoogte moeten zijn van de voorwaarden en de administratieve verplichtingen die moeten vervuld worden vanaf 1 januari 1987 om te genieten van de voordelen bepaald in dit besluit;

Op de voordracht van Onze Minister van Tewerkstelling en Arbeid en van Onze Minister van Sociale Zaken en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. § 1. Dit besluit is van toepassing op de personeelsleden en de directies van de hierna vermelde erkende of betoelaagde instellingen en diensten, voor zover ze zonder winstoogmerk werken :

- de ziekenhuizen;
- de rust- en verzorgingsinstellingen;
- de rustoorden;
- de diensten voor gezins- en bejaardenhulp;
- de voorzieningen en diensten voor gehandicapte personen ten laste van het Fonds voor medische, sociale en pedagogische zorg voor gehandicapten;
- de beschermde werkplaatsen en revalidatiecentra die afhangen van het Rijksfonds voor de sociale reclassering van de minder-validen;
- de voorzieningen of diensten voor minderjarigen waarop de wet van 8 april 1965 betreffende de jeugdbescherming van toepassing is;
- de diensten voor geestelijke gezondheidszorg;
- de diensten voor thuisverpleging en thuisverzorging;
- de instellingen en diensten vermeld in de bijlage bij dit besluit en die bijstand verlenen aan personen zoals omschreven in artikel 5, § 1, II, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen.

§ 2. Dit besluit is eveneens van toepassing op de rust- en verzorgingsinstellingen, andere dan V.Z.W.'s maar niettemin erkend omdat ze voldoen aan de vereisten inzake verzorging, infrastructuur en veiligheid voor zover deze instellingen geen beroep doen op de bepalingen van het koninklijk besluit nr. houdende tijdelijke vermindering van de werkgeversbijdragen van sociale zekerheid, ter bevordering van de aanwerving van jonge werkzoekenden en van langdurige werklozen.

Art. 2. § 1. De instellingen bedoeld in artikel 1 die een collectieve arbeidsovereenkomst naleven en de openbare instellingen bedoeld in artikel 1, die niet onder de toepassing vallen van de wet van 5 december 1968 betreffende de collectieve arbeidsovereenkomsten en de paritaire comités en die een collectief akkoord naleven, afgesloten overeenkomstig de bepalingen van dit besluit, kunnen genieten van de tegemoetkomingen bepaald bij artikel 4 van dit besluit.

§ 2. De collectieve arbeidsovereenkomst of het collectief akkoord bedoeld in § 1 moeten voorzien in een omvorming van ten minste 2 pct. van het aantal voltijdse betrekkingen in halftijdse betrekkingen. Daarenboven moet worden voorzien in netto-bijkomende aanwervingen die overeenstemmen met een toename van ten minste 1 pct. tewerkstelling en moet de mogelijkheid worden voorzien om de beroepsloopbaan te onderbreken overeenkomstig de bepalingen van de artikelen 100 en 101 van de wet van 22 januari 1985 houdende sociale bepalingen. Het percentage van de tewerkstellingsverhoging moet ten minste overeenstemmen met de helft van het percentage van de omvorming.

Deze percentages worden berekend in verhouding tot het aantal op 31 december tewerkgestelde werknemers, zoals dit blijkt uit de R.S.Z.-aangiften voor het 4e kwartaal van het jaar dat voorafgaat aan dit waarin de eerste aanwerving, bij toepassing van dit besluit of van het koninklijk besluit van 2 augustus 1985 houdende maatregelen tot bevordering van de tewerkstelling in de non-profitsector, is voorzien.

§ 3. Les emplois supplémentaires visés au § 2 ne peuvent être occupés que par des chômeurs complets indemnisés.

§ 4. La convention collective de travail visée au § 1er doit être conclue conformément à la loi du 5 décembre 1968 sur les conventions collectives de travail et les commissions paritaires.

Par accord collectif mentionné au § 1er il faut entendre un accord conclu entre l'employeur et les organisations représentatives des travailleurs. Cet accord collectif doit être déposé au greffe du service des relations collectives de travail du Ministère de l'Emploi et du Travail.

§ 5. Pour l'application de l'article 4, la convention collective de travail ou l'accord collectif doivent être approuvés par le Ministre de l'Emploi et du Travail

Art. 3. § 1er. Les institutions qui concluent une convention collective de travail ou un accord collectif visés à l'article 2 introduisent une demande de remboursement auprès du Ministère de la Santé publique, au cours du premier trimestre d'application de la convention collective de travail ou de l'accord collectif.

§ 2. Les institutions sont tenues de joindre à la demande de subvention les documents suivants :

1. une copie de la convention collective de travail ou de l'accord collectif, ainsi que de l'avis de dépôt au Ministère de l'Emploi et du Travail;

2. la liste nominative et le régime de travail des travailleurs occupés dans lesdites institutions le 31 décembre de l'année précédent celle au cours de laquelle la première embauche est prévue;

3. la liste nominative et le régime de travail des travailleurs occupés en application de l'article 2, § 2 du présent arrêté;

4. une attestation de l'Office national de l'emploi prouvant que les travailleurs nouvellement engagés avaient la qualité de chômeurs complets indemnisés à la date de leur engagement.

§ 3. Après chaque année d'application de la convention collective de travail ou de l'accord collectif les institutions sont tenues de communiquer au Ministère de la Santé publique un rapport concernant l'application de la convention ou de l'accord complété par les documents suivants :

1^o La liste nominative et le régime de travail des travailleurs occupés en application de l'article 2, § 2 du présent arrêté;

2^o une copie des déclarations à l'O.N.S.S. de l'année concernée.

Art. 4. La subvention visée à l'article 2, § 1er s'élève à un pourcentage de la masse salariale, de chacune des années d'application de la convention ou de l'accord, majorée des cotisations patronales.

Ce pourcentage est égal au pourcentage d'augmentation de l'emploi exprimé en équivalent à temps plein, avec un maximum de 2 p.c.

La subvention est diminuée de manière proportionnelle pour les mois et dans la mesure où la convention collective ou l'accord collectif n'ont pas été respectés.

Art. 5. Le Ministre des Affaires sociales ou son délégué autorise l'Office national de Sécurité sociale à transférer le montant de la subvention du Fonds pour l'équilibre financier de la Sécurité sociale au Fonds pour l'Emploi, puis à le liquider au profit des institutions concernées.

Le versement de la subvention s'effectue sous forme d'acomptes trimestriels s'élevant chacun à 20 p.c. du montant de la subvention annuelle.

Le solde de la subvention est liquidé après réception et contrôle du rapport visé à l'article 3, § 3.

Art. 6. A la demande d'un membre du Gouvernement ou des Exécutifs, qui a conclu une convention avec le Ministre de l'Emploi et du Travail dans le cadre des articles 9 et 12bis de l'arrêté royal n° 25 du 24 mars 1982 créant un programme de promotion de l'emploi dans le secteur non-marchand, le Ministre des Affaires sociales ou son délégué autorise l'Office national de sécurité sociale à verser le montant de la subvention, concernant le secteur pour lequel la convention est conclue, au Fonds budgétaire interdépartemental de promotion de l'emploi.

Les institutions soumises à l'application de la convention visée au premier alinéa ne peuvent introduire individuellement la demande de subvention visée à l'article 3.

Art. 7. Le présent arrêté produit ses effets le 1er janvier 1987.

§ 3. De in § 2 bedoelde bijkomende betrekkingen kunnen enkel worden bekleed door uitkeringsgerechtigd volledige werklozen.

§ 4. De in § 1 bedoelde collectieve arbeidsovereenkomst moet worden afgesloten overeenkomstig de wet van 5 december 1968 betreffende de collectieve arbeidsovereenkomsten en de paritaire comités.

Onder collectief akkoord vermeld in § 1 wordt verstaan een akkoord afgesloten tussen de werkgever en de representatieve werknemersorganisaties. Dit collectief akkoord moet worden neergelegd ter griffie van de Dienst der Collectieve Arbeidsbetrekkingen van het Ministerie van Tewerkstelling en Arbeid.

§ 5. Voor de toepassing van artikel 4 moet de collectieve arbeidsovereenkomst of het collectief akkoord door de Minister van Tewerkstelling en Arbeid worden goedgekeurd.

Art. 3. § 1. De instellingen die een collectieve arbeidsovereenkomst of een collectief akkoord sluiten bedoeld in artikel 2 dienen tijdens het eerste kwartaal van de toepassing van de collectieve arbeidsovereenkomst of het collectief akkoord een aanvraag tot terugbetaling in bij het Ministerie van Volksgezondheid.

§ 2. Bij de aanvraag tot terugbetaling dienen de instellingen volgende documenten te voegen :

1. afschrift van de collectieve arbeidsovereenkomst of het collectief akkoord, alsook het bericht van neerlegging bij het Ministerie van Tewerkstelling en Arbeid;

2. de naamlijst en de arbeidsregeling van de op 31 december in de instellingen tewerkgestelde werknemers van het jaar dat voorafgaat aan dit waarin de eerste aanwerving is voorzien;

3. de naamlijst en de arbeidsregeling van de in toepassing van artikel 2, § 2 van dit besluit tewerkgestelde werknemers;

4. een attest van de Rijksdienst voor Arbeidsvoorziening waaruit blijkt dat de nieuw aangeworven werknemers, op de datum van hun indienstneming, de hoedanigheid van uitkeringsgerechtigd volledig werkloze hadden.

§ 3. De instellingen zijn verplicht, elk jaar nadat ze de collectieve arbeidsovereenkomst of het collectief akkoord hebben nageleefd, een verslag daaromtrent aan de Minister van Volksgezondheid over te maken. Dit verslag moet vergezeld zijn van volgende documenten :

1^o de naamlijst en de arbeidsregeling van de werknemers die zijn tewerkgesteld in toepassing van artikel 2, § 2 van dit besluit;

2^o een afschrift van de R.S.Z.-aangiften van het betrokken jaar.

Art. 4. De tegemoetkoming bedoeld in artikel 2, § 1, bedraagt een percentage van de loonmassa van elk jaar waarin de overeenkomst of het akkoord werd toegepast, verhoogd met de patronale bijdragen.

Dit percentage is gelijk aan het percentage van de tewerkstellingsverhoging uitgedrukt in full-time equivalenten, met een maximum van 2 pct.

De tegemoetkoming wordt proportioneel verminderd voor de maanden en in de mate waarop de collectieve arbeidsovereenkomst of het collectief akkoord niet werd nageleefd.

Art. 5. De Minister van Sociale Zaken of zijn afgevaardigde machtigt de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid om het bedrag van de tegemoetkoming van het Fonds voor het financieel evenwicht van de Sociale Zekerheid te storten aan het Tewerkstellingsfonds en het vervolgens uit te keren aan de betrokken instellingen.

De storting van de tegemoetkoming gebeurt onder de vorm van trimestriële voorschotten die elk 20 pct. van het bedrag van de jaarlijkse tegemoetkoming vertegenwoordigen.

Het resterende deel van de tegemoetkoming wordt betaald na ontvangst en controle van het verslag voorzien in artikel 3, § 3.

Art. 6. Op verzoek van een lid van de Regering of van de Executieve die een overeenkomst met de Minister van Tewerkstelling en Arbeid gesloten heeft in het kader van de artikelen 9 en 12bis van het koninklijk besluit nr. 25 van 24 maart 1982 tot oprichting van een programma tot bevordering van de werkgelegenheid in de niet-commerciële sector, geeft de Minister van Sociale Zaken of zijn afgevaardigde, machtiging aan de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid om het bedrag van de tegemoetkoming dat betrekking heeft op de sector waarvoor de overeenkomst wordt gesloten, te storten in het interdepartementaal begrotingsfonds ter bevordering van de werkgelegenheid.

De instellingen onderworpen aan de overeenkomst bedoeld in het eerste lid kunnen geen individuele aanvraag tot tegemoetkoming meer indienen zoals voorzien in artikel 3.

Art. 7. Dit besluit treedt in werking op 1 januari 1987.

Art. 8. Notre Ministre de l'Emploi et du Travail et Notre Ministre des Affaires sociales, sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 21 janvier 1987.

BAUDOIN

Par le Roi :

Le Ministre de l'Emploi et du Travail,
M. HANSENNE

Le Ministre des Affaires sociales,
J.-L. DEHAENE

Annexe

Liste des institutions et services visés à l'article 1er, § 1er de l'arrêté royal portant de nouvelles mesures en vue de promouvoir l'emploi dans le secteur non-marchand :

- les centres de soins et institutions pour personnes âgées;
- les pouponnières, les centres d'accueil pour enfants, les crèches, les maisons maternelles, les maisons de jour ou de nuit pour enfants en bas âge;
- les services pour les mères d'accueil;
- les centres de consultation prématrimoniales, matrimoniales et familiales;
- les centres et services sociaux;
- les services d'encadrement des immigrés;
- les centres d'accueil et les maisons d'accueil pour les jeunes, les sans-logis et les anciens détenus;
- les services d'aide sociale pénitentiaire et post-pénitentiaire;
- les centres de planning familial;
- les centres télé-accueil;
- les centres d'aide et d'information sexuelle, conjugale et familiale.

Vu pour être annexé à l'arrêté royal du 21 janvier 1987.

Le Ministre de l'Emploi et du Travail,
M. HANSENNE

Le Ministre des Affaires sociales,
J.-L. DEHAENE

MINISTÈRE DES CLASSES MOYENNES

F. 87 — 241

20 JANVIER 1987. — Arrêté royal pris en exécution de l'arrêté royal n° 464 du 25 septembre 1986 consolidant les mesures relatives à la modération des revenus des travailleurs indépendants

BAUDOIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu l'arrêté royal n° 464 du 25 septembre 1986 consolidant les mesures relatives à la modération des revenus des travailleurs indépendants;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié par la loi du 9 août 1980;

Art. 8. Onze Minister van Tewerkstelling en Arbeid en Onze Minister van Sociale Zaken zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 21 januari 1987.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Tewerkstelling en Arbeid,
M. HANSENNE

De Minister van Sociale Zaken,
J.-L. DEHAENE

Bijlage

Lijst van de instellingen en diensten bedoeld in artikel 1, § 1 van het koninklijk besluit houdende nieuwe maatregelen tot bevordering van de tewerkstelling in de non-profitsector :

- de dienstencentra en voorzieningen voor bejaarden;
- de kinderdagverblijven, de kinderopvangcentra, kribben, moedertehuizen, de kinderdag- en nachtverblijven, de diensten voor onthaalmoeders;
- de centra voor teleonthaal;
- de centra voor levens- en gezinsvragen;
- de centra en diensten voor maatschappelijk werk;
- de begeleidingsdiensten voor migranten;
- de onthaal- en opvangcentra en onthaalhuizen voor jongeren, thuislozen en ex-gedetineerden;
- de diensten voor penitentiaire en post-penitentiaire, sociale hulpverlening;

Gezien om te worden gevoegd bij het koninklijk besluit van 21 januari 1987.

De Minister van Tewerkstelling en Arbeid,
M. HANSENNE

De Minister van Sociale Zaken,
J.-L. DEHAENE

MINISTERIE VAN MIDDENSTAND

N. 87 — 241

20 JANUARI 1987. — Koninklijk besluit genomen ter uitvoering van het koninklijk besluit nr. 464 van 25 september 1986 tot consolidering van de maatregelen inzake matiging van inkomsten der zelfstandigen

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op het koninklijk besluit nr. 464 van 25 september 1986 tot consolidering van de maatregelen inzake matiging van de inkomsten der zelfstandigen;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wet van 9 augustus 1980;